



RAPPORT DE L'ATELIER DE RESTITUTION DES ETUDES DE CLIM-WARN EN PARTENARIAT AVEC IPE BURKINA



DATE : 24 ET 25 FEVRIER 2015

LIEU: HOTEL PALM BEACH OUAGADOUGOU / BURKINA FASO

Février 2015

Table des matières

Sigles et abréviations	ii
INTRODUCTION	1
1. DÉROULEMENT DE L'ATELIER	1
1.1. Cérémonie d'ouverture.....	1
1.1.1. Première communication : Présentation des résultats du travail de terrain de CLIM-WARN	1
1.1.2. Deuxième communication : Besoins des différents secteurs : perspectives du secteur urbain et rural	5
1.1.3. Troisième communication : Que devrait être amélioré dans la structure existante de SAP au Burkina Faso?	6
1.1.4. Quatrième communication: Meilleurs exemples institutionnels de la région et du monde	7
1.1.5. Travaux de groupe: Cartographier la structure organisationnelle idéale d'un système effective d'alerte multirisque au Burkina Faso	8
1.2. SYNTHÈSE DES TRAVAUX DE LA DEUXIÈME JOURNÉE	8
1.2.1. Première communication : La situation actuelle dans le financement des alertes et des réponses au Burkina Faso	8
1.2.2. Exemples de meilleures pratiques en matière de financement des alertes et des réponses	9
1.2.3. Quel rôle peut jouer le partenariat public-privé?	10
1.2.4. La participation des communautés locales: quel rôle peut jouer la communauté dans la cartographie et la surveillance des risques	11
1.2.5. Protection sociale - autre option à envisager pour une meilleure action nationale et le soutien international?	12
1.2.6. Quelles sont les meilleures options de financement pour le SAP multirisque au Burkina Faso?	12
1.2.7. Voie à suivre pour le projet CLIM-WARN	13
Conclusion	13
2. ANNEXES	I

Sigles et abréviations

CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
CONASUR	Conseil National de Secours d'Urgence
CC	Changement Climatique
FEM	Fond pour l'Environnement Mondiale
IFAD	Fonds International de Développement Agricole
MERH	Ministère de l'Environnement et des Ressources Halieutiques
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OSC	Organisation de la Société Civile
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PNPS	Politique Nationale de Protection Sociale
PNUD	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PMA	Pays les Moins Avancés
SAP	Système d'Alerte Précoce
SDAGO	Schéma Directeur d'Aménagement du Grand Ouaga
SOFITEX	Société des Filières et Textiles
SP CONEDD	Secrétaire Permanent du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable
UNPCB	Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina

INTRODUCTION

Les 24 et 25 février 2015 s'est tenue à l'Hôtel Palm Beach de Ouagadougou l'atelier de restitution des études de CLIM-WARN. En rappel, CLIM-WARN est une initiative du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Cet atelier qui a réuni une trentaine de participants visait à restituer les résultats des travaux terrain et échanger sur la voie à suivre pour la mise en œuvre du projet, notamment le cadre institutionnel et les options de financement. Plusieurs communications, des tables rondes, des débats et des travaux de groupes ont fait l'essentiel de ces deux jours de restitution.

Il ressort que des initiatives existent et CLIM-WARN gagnerait à capitaliser les acquis et se focaliser sur la diffusion des alertes climatiques.

1. DÉROULEMENT DE L'ATELIER

1.1.Cérémonie d'ouverture

Les travaux ont démarré à 09h00 sous la présidence de M. Youssouf OUATTARA Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement et des Ressources Halieutiques (MERH), de Mr Georges Yaméogo, Secrétaire Permanent du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable (SP CONEDD) et de Mr Hama Traoré représentant le Directeur Pays du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUD).

Le SG a au nom du MERH souhaiter la bienvenue à l'ensemble des participants venus de l'extérieur et de l'intérieur du pays à cette rencontre des parties prenantes sur le développement d'un système d'alerte précoce du climat au Burkina Faso. Il demandé aux participants de s'impliquer activement pour l'atteinte des résultats de l'atelier. Prenant la parole après le SG, le représentant du PNUD a exhorté à des échanges aussi large que possible assortis de propositions, car, rappelle-t-il que la concrétisation de ce Programme, constitue sans aucun doute un défi majeur, car s'inscrivant dans le cadre d'une démarche d'innovation et d'excellence et intégrant une approche inter structurelle.

1.1.1. Première communication : Présentation des résultats du travail de terrain de CLIM-WARN

Le communicateur a d'abord rappelé l'objectif de CLIM-WARN qui est d'identifier les principaux risques, les populations les plus vulnérables et les lacunes existantes dans la transmission des alertes et proposer un modèle de SAP multirisque et efficace dans trois

pays (Burkina Faso, le Ghana et le Kenya). Ensuite la méthodologie utilisée ; qui a consisté à identifier les sites affectés par les risques liés au CC (rural, urbain et périurbain) et mener des enquêtes auprès de 360 ménages ; 27 focus groups de personnes vulnérables (femmes, jeunes et personnes âgées et/ou handicapées) répartis dans 12 villages de Bobo Dioulasso, Dori, Boulsa et Dano. Enfin, les résultats se présentent comme suit :

Les risques les plus importants dans les trois pays sont les inondations, les secheresses, les maladies et les feux.

Le Burkina Faso est principalement affectée par les sécheresses et les inondations, cependant les épidémies et les insectes/criquets sont également perçue comme un danger fréquent et important. Au Ghana, le site de Dansoman est plus affecté par les inondations et les maladies, tandis que les sécheresses sont plus importantes dans les trois autres sites.

Le Kenya, similaire au Ghana et au Burkina Faso, est affecté par les sécheresses et les inondations. Les maladies sont citées comme un important type de danger à Kwale, Nairobi et Turkana. Le feu est également perçu comme un risque important dans Turkana par certains répondants.

Face à ces risques les moyens d'existence des populations enquêtées sont limités. Ainsi, la majorité (25%) compte sur un membre de la famille à l'extérieur pour couvrir leurs dépenses contre 2% qui arrive à couvrir leur dépense et faire des économies ; ceci, aussi bien en milieu rural qu'urbain.

Les résultats des enquêtes sur les ménages montrent qu'il n'y a pas de nettes différences entre les sexes en termes de dispositifs de communication. Le téléphone mobile, l'un des dispositifs de communication les plus importants est de plus en plus très répandus dans les zones urbaines et rurales. 90% l'utilisent dans les zones urbaines entre 55% et 80% dans les zones rurales.

En outre, la radio joue un rôle important en milieu rural et la télévision dans une moindre mesure en milieu urbain (20% en dispose).

Dans les villes du Burkina Faso, environ 1/3 des répondants ont répondu avoir un ordinateur, comparativement à seulement 3% en site urbain au Kenya.

L'analyse du mode d'utilisation des médias montre que dans les zones rurales, les gens souvent ne possèdent pas les dispositifs des médias eux-mêmes, mais s'appuient sur des

dispositifs communautaires, par exemple pour les radios communautaires. Dans les zones urbaines dans les trois pays, la télévision et la radio sont très largement utilisés - généralement quotidienne ou hebdomadaire.

Dans les zones rurales, l'Internet et les journaux ne jouent pas un rôle important pour la réception des informations.

Le moyen le plus largement utilisé est la radio: au Ghana, près de 90% des gens utilisent la radio quotidiennement ou hebdomadairement, au Kenya et au Burkina Faso ce nombre se situe entre 54% et 60% comme représenté ci-dessous.

Par ailleurs, le téléphone mobile, l'un des dispositifs de communication les plus importants dans les pays en développement, est très répandue dans les zones urbaines et rurales. Dans les trois pays de l'étude de cas, les taux dans les zones urbaines sont très élevés, étant au-dessus de 90%.

Dans les zones rurales, le taux se situe entre 55% et 80% de tous les répondants.

➤ **Les types informations climatiques reçues**

Pour ce qui est des prévisions climatiques, les principaux paramètres climatiques que les enquêtés ont reçu sont les dates de début de la saison, les dates de fin de saison et les quantités de pluie estimées dans leur zone. Environ 30% des personnes ont été informé du montant attendu de la pluie pour la prochaine saison des pluies, au sein de leur propre communauté et d'autres communautés.

➤ **Les institutions auxquelles les enquêtés ont confiance**

Au Kenya, les institutions les plus fiables dans les zones urbaines sont le gouvernement national, les organisations communautaires et les groupes religieux / dirigeants, tandis que dans les zones rurales les trois organisations les plus fiables sont les anciens chefs / groupes religieux. Les assurances, les sociétés de sécurité et d'autres entreprises privées sont les institutions auxquelles elles ont moins confiance.

Au Burkina Faso et au Ghana, les gens font confiance à beaucoup moins institutions. Par exemple, dans les zones urbaines du Burkina Faso, les gens n'ont exprimé la confiance au gouvernement national. Dans les régions rurales du Burkina Faso, et les régions urbaines et rurales du Ghana la confiance est plus élevée pour le gouvernement national, le gouvernement local et les organisations communautaires.

➤ **Le délai pour donner l'alerte**

Environ 30% des personnes enquêtées dans les trois pays souhaite avoir l'alerte au moins deux semaines à l'avance. Le délai de quatre semaines est nécessaire pour seulement 3% de la population du Burkina, Kenya et Ghana.

➤ **Existence de plan de préparation**

Au Ghana, la fracture entre les zones rurales et urbaines est moins importante. En outre, le Ghana a le plus grand nombre de personnes qui connaissent des plans d'urgence existants (45-50%). Le Burkina Faso et le Kenya ont tous deux pourcentages plus faibles de personnes ont répondu que les plans d'intervention des risques existent (Burkina Faso: 38% dans les zones rurales, 21% dans les zones urbaines; Kenya: 34% dans les zones rurales et 10% dans les zones urbaines).

➤ **Confidence in support by different groups and institutions during crises**

Au Kenya les gens comptent sur une grande variété d'institutions et de groupes de personnes. Les plus importants sont le gouvernement central et local, la famille et les amis, les groupes religieux et les conseillers / aînés.

Dans les régions rurales du Burkina Faso, les institutions les plus importantes de soutien sont le gouvernement local, la famille et les amis, les conseillers / aînés, les organisations communautaires et les groupes religieux. Le gouvernement central et les agences de l'ONU jouent un rôle important pour les gens dans la région urbaine du Burkina Faso.

Dans la zone urbaine du Ghana le gouvernement central est le principal appuie tandis que dans les zones rurale, les gens se appuient également sur la famille et les amis, les organisations communautaires, les groupes des droits des femmes et des groupes religieux.

➤ **Confiance aux indicateurs traditionnelles**

Les principaux indicateurs sont se basent sur les observation des phénomènes naturelles (nuages, vent, soleil...), du comportements des animaux, oiseaux ou insectes , des plantes, et le recours aux pré voyeurs traditionnels.

Cependant près de la moitié des enquêtés (41% au Kenya, 45% au Burkina Faso et 42% au Ghana) ont moins confiance aux indicateurs traditionnels.

Somme toute, il ressort de cette étude que :

- les risques sont:

❖ La plupart du temps combinés avec d'autres: multiple risques

- ❖ Différents selon leur fréquence et impact (pertes humaines et économiques)
- ❖ Une attention spéciale doit se porter sur la sécheresse, (étant donnée d'être un « risque lent » et pas facilement « calculable » en ce qui concerne les pertes des vies humaines)
- Les messages de l'alerte précoce doivent
 - ❖ Etre communiqués
 - ❖ C'est une obligation de l'Etat et le droit des citoyens)
 - ❖ « Droit à l'information » (mais surtout, « droit à la vie » est un Droit de l'Homme)
 - ❖ Etre clair, compréhensible (dans la langue locale)
 - ❖ Suivi de conseil (que faire, comment faire...)
 - ❖ Venir d'une source et institution crédible et être communiqués par les medias et institution appropriées (radio, sms, TV, représentant local...)
- Les plans de contingence devraient
 - ❖ Etre développé en tenant compte des besoins locaux
 - ❖ Inclure des populations locales dans le « système » (participation active)
 - ❖ S'inspirer des bons exemples institutionnels et de financement du SAP du monde.

1.1.2. Deuxième communication : Besoins des différents secteurs : perspectives du secteur urbain et rural

Partant du constat que la ville de Ouagadougou connaît une forte croissance démographique et une expansion spatiale rapide, ce qui engendre une prolifération des bidonvilles avec des matériaux de construction vulnérables ; l'objet de la communication était d'élaborer à travers une démarche participative et consensuelle un modèle de partenariat impliquant le secteur privé notamment les assurances dans la gestion des risques d'inondation pour le secteur de l'habitat en milieu urbain pauvre et vulnérable dans la commune de Ouagadougou.

Il ressort donc plusieurs cadres juridiques (Le code général de collectivités territoriales, Le code de l'urbanisme et de la construction, Adoption d'une loi sur la promotion immobilière, Le code des assurances, etc) et des cadres politiques et institutionnels (le schéma directeur d'aménagement urbain, l'élaboration d'un plan de prévention des risques d'inondation du Burkina Faso, le Schéma Directeur d'Aménagement du Grand Ouaga, Horizon 2025/SDAGO, etc.) qui sont favorable au partenariat.

Par ailleurs, le secteur des assurances, le pouvoir public et la société civile sont les parties impliquées et ont un rôle important de sensibilisation à jouer.

De cette communication, il ressort que l'émergence d'une gouvernance locale en milieu urbain qui intègre comme indicateur de bonne gouvernance la prise en compte de la gestion des risques liés au climat dans les politiques d'aménagement et de construction est nécessaire pour la réduction de la vulnérabilité des villes du Burkina au changements climatiques.

1.1.3. Troisième communication : Que devrait être amélioré dans la structure existante de SAP au Burkina Faso?

Partant du fait que le système d'information climatique du Burkina connaît un certain nombre d'obstacles à surmonter, et qu'une seule initiative ne pourrait pas régler tout cela à la fois, ce projet PNUD-FEM/PMA vise à lever certains de ces obstacles. Au nombre des obstacles on peut citer entre autres :

- Une synergie limitée entre les initiatives SAP;
- Insuffisante diffusion des informations et le partage des données entre les secteurs;
- Pas de procédure normale d'exploitation pour diffuser les avertissements au niveau local et décentralisé;
- Besoin d'informations météorologique/climatique adaptées y compris les animateurs ruraux et des avertissements météorologiques localisés ;
- Etc.

Pour maximiser les synergies, un mécanisme sera mis en œuvre à savoir :

- Pendant la phase de mise en œuvre de l'initiative PNUD-FEM/LDCF, la plate-forme multi agence et interdisciplinaire sera créée pour assurer la coordination avec d'autres agences SAP et la synergie avec les initiatives en lien avec SAP pour maximiser la complémentarité du projet ;
- La plate-forme va tenir des informations régulières, des leçons apprises et des rencontres de bonnes pratiques pour renforcer la collaboration ;
- Le comité exécutif du projet sera aussi responsable de la coordination systématiquement avec d'autres projets.

Ce projet vise à atteindre deux résultats essentiels :

- le renforcement des services hydrométéorologiques nationaux et les institutions environnementales (acquisition de matériels) et le renforcement des capacités des acteurs pour la collecte et le traitement des données ;

- l'utilisation efficiente et efficace des informations hydrométéorologiques et environnementales pour la production d'alertes précoces et saisonnières qui seront intégrées dans les plans de développement à long terme.

1.1.4. Quatrième communication: Meilleurs exemples institutionnels de la région et du monde

D'entrée de jeu, le communicateur a donné les principes fondamentaux pour les institutions d'alerte précoce qui sont :

- Disposer des mandats, rôles et responsabilités clairs ;
- Disposer de personnes qualifiées et capables ;
- Avoir un financement suffisant ;
- Avoir des canaux clairs de rapports ;
- Protéger contre l'ingérence politique.

Par ailleurs, il a rappelé la nécessité d'intégrer et collaborer avec d'autres ministères notamment les services de Météo, de gestion des catastrophes, d'agriculture, de l'Eau, les gouvernements locaux, etc.

Un partage des études de cas réalisées au Kenya, en Zambie, au Ghana et en Afrique du Sud a permis de mettre en relief quelques leçons apprises qui se résument comme suit :

- L'ingérence politique restreindre bon fonctionnement ;
- La réduction des risques de catastrophes pas sérieusement prise ;
- Les fonds sont attribués à des fonctions non liées aux catastrophes en particulier au niveau du gouvernement local ;

Un accent particulier a été mis sur les erreurs de la plupart des systèmes en Afrique qui :

- Manque de coordination - les différents départements / ONG font propre chose sans tirer ressources en commun ;
- Connait l'ingérence politique qui restreint le bon fonctionnement - État et les intérêts politiques doivent être séparés.
- Dispose d'un financement insuffisant - Sans un financement approprié aucune institution ne peut fonctionner ;
- Manque de plans d'urgence - plans d'urgence élaborés par les décideurs et les pré-approuvés ;
- Etc.

Avant de terminer il a proposé le système idéal pour le Burkina qui consistera a repondre qux questionnement suivant :

- Quelle est la structure actuelle ?
- Que pouvons-nous apprendre des autres?
- Quels sont les points forts et les points faibles de la Direction Générale de la Météorologie du BF?

1.1.5. Travaux de groupe: Cartographier la structure organisationnelle idéale d'un système effective d'alerte multirisque au Burkina Faso

Deux groupes ont été constitués ont permis de ressortir d'une part la pluralité des SAPs au Burkina Faso (Agriculture, environnement, santé, eau). Ces SAP gagneraient à être sous la tutelle du premier ministre avec un secrétariat exécutif national, une agence nationale de coordination avec des tutelles.

Aussi, une autonomie financière et une autorité sont nécessaire au regard de la lenteur administrative et des risques politiques.

Les travaux de la première journée se sont achevés autour de 17H30.

1.2. SYNTHESE DES TRAVAUX DE LA DEUXIEME JOURNEE

Les travaux de la deuxième journée ont débuté avec une brève synthèse des communications de la veille, le rapport a été amendé et adopté. S'en est suivi le début de la présentation du jour.

1.2.1. Première communication : La situation actuelle dans le financement des alertes et des réponses au Burkina Faso

Le communicateur a rappelé d'abord les attributions du CONASUR qui est une instance de coordination et d'orientation dans le domaine de la prévention des catastrophes, de la gestion des secours d'urgence et de la réhabilitation.

A ce titre, il est chargé entre autres :

- de formuler des politiques et orientations stratégiques en matières de prévention et gestion des catastrophes;
- d'assurer le plaidoyer, la mobilisation et le soutien en faveur de la prévention et de la gestion de secours d'urgence et de réhabilitation ;
- d'assurer la coordination des actions humanitaires ;

- de s'appuyer sur les connaissances des populations autochtones, sur l'innovation, la pratique et l'éducation, pour créer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux;
- de mettre en œuvre des mesures visant la réduction des risques de catastrophes en liaison avec l'organisation des Nations Unies ou d'autres organismes internationaux engagés dans des activités similaires.

L'état des financements est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Situation des financements Etat de 2011 à 2013	Situation des financements Projets de 2011 à 2013	Situation des financements PTF de 2011 à 2013	Situation des financements ONG de 2011 à 2013
Renforcement des capacités (préparation, prévention)	32 331 509	23 470 457	7 353 653	1 829 388
Réponses (secours d'urgence, réhabilitation)	647 924 428	0	0	ND

1.2.2. Exemples de meilleurs pratiques en matière de financement des alertes et des réponses

Le financement du SAP sert pour la :

- Réduction des risques de catastrophes ;
- Réponses aux catastrophes ;
- Récupération suite aux catastrophes

Cependant le financement connaît des dilemmes relatifs au fait que :

- L'alerte précoce est basé sur certains indicateurs qui doivent être définis;
- Les seuils doivent être clarifiées et convenues, tenir compte des vulnérabilités uniques et de la résilience;
- Les seuils diffèrent.

Le financement des systèmes d'alerte précoce dépendant du risque

- Taylor fait pour des risques spécifiques : modèles de changement climatique, tempêtes météorologiques, crue subite, Grandes inondations à grande échelle, feux, Sécheresse)
- International (FEWSNET, RAINMAKER)

- National (systèmes intégrés en mettant l'accent sur des questions comme l'insécurité alimentaire, sécurité de l'État, les épidémies internationales, les sécheresses, les tempêtes météo, etc).
- Alerte précoce régional financé par les provinces
- Financement local de l'alerte précoce au niveau communautaire.

1.2.3. Quel rôle peut jouer le partenariat public-privé?

Cette question a eu une réponse à travers la présentation de PlaNet Guarantee qui œuvre dans la micro assurance et dont l'objectif est de permettre aux populations exclues des systèmes d'assurance classiques, et ne bénéficiant pas de mécanismes de protection sociale, de se prémunir contre tous les types de risques : santé, catastrophes naturelles, décès, invalidité, accidents, vieillesse, dommages aux biens et aux personnes.

Au Burkina Faso, la sécheresse est le risque de rendement le plus récurrent (plus de 53% des facteurs de pertes, suivie des pertes post récolte et des inondations.

L'assurance indicielle apparaît donc comme un outil d'atténuation de l'impact des évènements climatiques pour l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur agricole.

Elle permet donc de :

- Atténuer les risques liés aux sécheresses ;
- Stabiliser le revenu des agriculteurs ;
- Sécuriser les options de financement et les productions à venir ;
- Améliorer la sécurité de la chaîne alimentaire.

Au Burkina Faso, avec 887 villages en 2013, PlaNet Guarantee a connu l'adhésion de 5000 village en 2014 avec ses partenaires (UNPCB, SOFITEX, ECOBANK et AICB).

De cette expérience, il ressort que :

- l'ensemble des acteurs (producteurs, prêteurs, agro-industriels) reconnaît la pertinence des produits d'assurance récolte ;
- Les volumes (pour le maïs) demeurent pourtant limités. Couvrir l'ensemble des acteurs de la chaîne semble l'unique solution pour avoir un schéma pérenne d'assurance agricole ;
- Le financement de l'agriculture reste problématique à certains niveaux : la réticence des banques, l'accès des coopératives au refinancement et l'accessibilité tardive aux intrants.

Pour y remédier, il s'avère nécessaire de :

- Subventionner les prime;

- Améliorer la fiscalité des produits (défiscalisation du produit);
- Promouvoir des outils de marketing auprès de l'ensemble des acteurs;
- Faire correspondre l'assurance agricole aux orientations stratégiques du Burkina en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire
- Organiser les OP pour une souscription de masse dans les villages
- etc.

De l'avis du représentant de TELECEL, le partenariat public privé jouerait un rôle très important dans la mise en œuvre du SAP. Il a salué l'initiative réitérer leur engagement à collaborer pour une communication efficace des alertes.

1.2.4. La participation des communautés locales: quel rôle peut jouer la communauté dans la cartographie et la surveillance des risques

L'accessibilité, l'ergonomie, la légitimité, la crédibilité, la fiabilité et la robustesse sont les principaux défis pour intégrer les communautés locales.

Les expériences des alertes précoces en Afrique sub saharienne (Sénégal, Burkina Faso, Mali, Ghana, Niger, Nigeria, Soudan et Ethiopie) sont passées par la coordination, l'initiation et l'utilisation des données primaires pour enseigner une plate-forme de prototype et de soutenir la stratégie régionale de surveillance - les projets pilotes réussis ont besoin de cadres bien construits et de collaboration pour intensifier.

Le droit à la bonne information nécessite six éléments clés : la *motivation*, des *points de référence*, un *langage commun*, Les *valeurs fondamentales* (intégrité, la transparence, l'humilité, de collaboration), les *principes de produit* et les *principes de pratique*.

Une information climatique est nécessaire et disponible mais la société doit être en mesure de l'utiliser pour produire des dividendes.

Somme toute l'environnement favorable pour le système d'alerte précoce requiert :

- Motivation (autoriser pas imposer) ;
- Gouvernance (dimensions politiques et institutionnels) : expansion de l'espace, le niveau de l'engagement, la volonté d'agir / légiférer / grand public, les priorités d'investissement, intégrer dans les structures institutionnelles) ;
- Communication et traduction de la science en pratique (assurer la livraison de l'information, test de cohérence par les utilisateurs de services climatologiques
- Renforcement des capacités humaines (incitations à la formation, le développement du leadership, la progression de carrière, la responsabilité du projet)

- Etc.

1.2.5. Protection sociale - autre option à envisager pour une meilleure action nationale et le soutien international?

La PNPS est un ensemble d'interventions publiques qui aident les ménages et les individus à mieux gérer les risques et à réduire leur pauvreté et leur vulnérabilité en leur assurant un meilleur accès aux services sociaux et à l'emploi.

La PS dispose de quatre instruments : les filets sociaux de sécurité, l'assurance sociale, la réglementation sociale et les services d'aides sociales.

Quatre (4) orientations stratégiques (OS) ont été définies afin de garantir la réalisation de la vision définie dans la PNPS :

- **OS 1** : *Garantie de l'accès de tous aux services sociaux de base ;*
- **OS 2** : *extension de la couverture sociale à tous les risques socioprofessionnels et développement des mécanismes de prévention des chocs;*
- **OS 3** : *développement des pratiques novatrices et communes aux programmes de ciblage et de transferts;*
- **OS 4** : *renforcement de la cohérence, de la coordination et de la bonne gouvernance*

L'objectif global de la PNPS est de contribuer au changement qualitatif des conditions de vie de toutes les couches sociales.

Financé par les ressources publiques, ONGs/associations, secteur privés, PTF, etc ; les risques majeurs auxquels le CNPS fait face sont l'instabilité politique, la non appropriation de la PNPS par les différents acteurs et la récurrence des catastrophes naturelles.

Les perspectives à court terme sont :

- Mise en place d'un registre unique des personnes vulnérables au Burkina Faso;
- Création du Fonds national de protection sociale ;
- Elaboration d'indicateurs en matière de protection sociale ;
- Elaboration d'une stratégie de communication.

1.2.6. Quelles sont les meilleures options de financement pour le SAP multirisque au Burkina Faso?

Pour répondre à cette question deux groupes de travaux ont été constitué et les résultats se résument comme suit :

Les principales sources de financement devraient provenir :

- du budget de l'état,

- des fonds d'adaptation (FEM, CCNUCC),
- du secteur privé (banque, assurance, téléphonie),
- des ONGs (OXFAM, Christian Aid, IDA),
- des OSC (Organisation paysanne),
- des PTFs (PNUD, PNUE, IFAD),
- des collectivités territoriales,
- des communautés locales.

1.2.7. Voie à suivre pour le projet CLIM-WARN

A l'issue de cet atelier national de présentation des études terrain du Burkina, un atelier régional est prévu à Nairobi au Kenya en mi-mars pour valider les résultats des trois pays.

Un atelier restreint réunira les principaux acteurs et notamment les principaux bailleurs pour présenter le rapport final et faire du plaidoyer afin de trouver des options de financement ou de cofinancement pour mettre en œuvre le projet CLIM-WARN.

Conclusion

Les dernières activités de la rencontre sont consistées à l'évaluation à travers un questionnaire soumis aux participants et à la clôture de l'atelier.

2. ANNEXES

Annexe 1: Agenda de atelier

JOUR 1 BESOINS ET STRUCTURE INSTITUTIONNELLE ACTUELS	HORAIRES	ACTIVITES	RESPONSABLE
	8:30-9:00	Inscription	
	9:00-9:30	ACCUEIL ET MOT DE BIENVENUE	Représentants PNUD + MERH
	9:30-10:00	Présentation: Besoins des communautés locales - Les résultats du travail de terrain de CLIM-WARN	Equipe de CLIM- WARN
	10:00-10:50	Présentation: Besoins des différents secteurs : perspectives du secteur urbain et rural	Prof. Jean Baptiste Ouédraogo
	10:50-11:00	Pause café	
	11:45-12:45	Table ronde: Que devrait être amélioré dans la structure existante de SAP au Burkina Faso?	Mr Bayala, IAVS
	12:45-14:00	Photo du Groupe et Déjeuner	
	14:00-15:00	Présentation: Meilleurs exemples institutionnels de la région et du monde	Dr. Andries Jordaan; Mushfig
	15:00-15:15	Pause café	
	15:15-16:15	Discussion de groupe: Cartographier la structure organisationnelle idéale d'un système effective d'alerte multirisque au Burkina Faso	Participants
	16:15-16:45	Plénière sur les discussions de groupe	
	16:45-17:00	Résumé de la première journée	Facilitateur
17:00-	Reception		

JOUR 2 OPTIONS DE FINANCEMENT	9:00-9:20	Mot de bienvenue et récapitulation de la première journée	Facilitateur
	9:20-9:50	Conférencier d'honneur: La situation actuelle dans le financement des alertes et des réponses au Burkina Faso	SP/CONASUR
	9:50-10:20	Présentation: Exemples de meilleurs pratiques en matière de financement des alertes et des réponses	Dr. Andries Jordaan
	10:20-11:00	Table ronde: Quel rôle peut jouer le partenariat public-privé?	Zaré Souleymane Telecel
	11:00-11:10	Pause café	
	11:10-11:30	Présentation: La participation des communautés locales: quel rôle peut jouer la communauté dans la cartographie et la surveillance des risques?	Rosalind Cornforth - AfClix
	11:30-11:50	Présentation: Protection sociale - autre option à envisager pour une meilleure action nationale et le soutien international?	Karim Ganemtoré
	11:50-12:50	Discussion de groupe: Quelles sont les meilleures options de financement pour le SAP multirisque au Burkina Faso?	Facilitateur/Tous
	12:50-13:20	Plénière sur les discussions de groupe	
	13:20-13:35	Voie à suivre pour le projet CLIM-WARN	Mushfig Habilov
	13:35-13:45	Questionnaire auprès des participants et clôture	
	13:45-14:45	Déjeuner	
	14:45-	Départ	

Annexe 2 : liste des participants

N°	Nom&Prénom	Structure	Contact	
			E-mail	Téléphone
1	OUEDRAOGO Jean Baptiste	CNRST/LAME	ouedkaya@hotmail.com	70 24 64 56
2	DOUMOUNIA Ali	Laboratoire de matériaux et environnement (LAME) UO/IDS	doumouniaali@yahoo.fr	78 05 27 84
3	Mahamoudou B. SYLLA	WASCAL	syllabamba@yahoo.fr	76 76 53 85
4	TANGARI/HEMA Fatimata C. V.	DGPC	catherinehema@hotmail.com	70 23 11 46
5	OUBA Yentema	DGPC/MATDS	yentemao@yahoo.fr	70 62 94 90
6	OUEDRAOGO O. Prosper	SP/CPSA	ouedpros@yahoo.fr	70 22 08 20
7	KLENOU Blaise	FEWS NET	bkienou@fews.net	70 20 49 86
8	KABORE David	SP/CONNEDD	Kab_aujuste@yahoo.fr	70 03 24 01
9	DAO Daouda	Télécel Faso	ddao@telecel.bf	78 00 00 58
10	DIANDA Mahmadi	DGESS/MERH	diandam@yahoo.fr	78 83 99 22
11	CORNFORTH Rosalind	Afclix@university of reading	r.j.comtam@reading.ac.uk	228 34 41 04 49
12	ANDRIES Jordaan	University of the free state South Africa	ajjrdn@gmail.com	-
13	DIALLO Bintou	PNUD	bintou.diallo@undp.org	70 15 77 36
14	GNANOU Adama	Réseau MARP	gnanou@yahoo.fr	78 78 58 35
15	SAWADOGO W. Lazare	Météo	sawadogolazare@gmail.com	70 30 31 63
16	ZARE Souleymane	PlaNet Guarantee	szare@planetguarantee.org	70 57 42 00
17	SAWADOGO Saïdou	Secrétariat Permanent du Conseil National pour la Protection Sociale	saidousawadogo@yahoo.fr	76 64 66 94
18	SAWADOGO Daouda	Croix Rouge /Burkina Faso	sawadogo@yahoo.fr	66 30 38 38
19	POUAHOUKIGA Anèbakouri Ezéchiel	USAID WA-WASH	apouahou@fiuiedu	78 55 60 95
20	BARRY Inoussa	SOS Sahel Burkina Faso	barrinoussa@yahoo.fr	78 26 16 09
21	KY-ZERBO Alain	REGIS-ER	alainkuzerbo@yahoo.fr	70 12 00 54
22	Ouedraogo Vincent	DGRE/DEIE	rigouame@gmail.com	70881276
23	Ouedraogo Basile	IPE 2 /SP CONEDD	Basileouedraogo3@yahoo.fr	78164858
24	NakanaboTasseré	SAP-IC / SP CONEDD	tasserenakanabo@gmail.com	70496340
25	Ganemtore Karime	SP/CNPS Premier ministre	ganemke@yahoo.fr	70264115 /78188337
26	Bayala Rigobert	SAP-IC / SP CONEDD	Rigobert.bayala@gmail.com	70 54 02 62